

# De la part de la rédaction

## L'avenir de notre revue

**Stefan Padberg, André Bleicher**

**N**ous vivons une époque où les relations qui semblaient durables se révèlent de plus en plus fragiles. La guerre d'agression contre l'Ukraine et la crise de la Corona l'ont montré. La crise financière des années 2007 à 2009 avait déjà marqué un tournant. La capacité de consensus des modèles tels que les droits de l'homme et la démocratie a diminué et les fantômes du passé se sont réveillés. La démocratie n'était certes pas achevée auparavant, mais elle n'a pas été menacée comme elle l'est aujourd'hui depuis longtemps. L'appauvrissement des marginalisés et les craintes justifiées de déclassement de la classe moyenne, offrent des points d'attaque aux démagogues. Les conditions de propriété injustes, la spéculation foncière et les hausses de loyer, affectent gravement de nombreuses personnes. Les jeunes manquent de perspectives, les générations plus âgées craignent pour la sécurité de leurs revenus. Les égoïsmes nationaux endommagent ou détruisent la coexistence pacifique dans de nombreuses régions du monde. Parallèlement, un nouveau type de débat apparaît sur la conception de l'homme, de ses possibilités et de ses limites. « Transhumanisme », « post-humanisme » et « anthropocène » en sont les mots-clés. Ce dernier point, en particulier, indique que le destin de la Terre dépend désormais de l'action des hommes. C'est nous qui avons provoqué la crise écologique et qui devons la gérer, nous qui sommes tenus d'éviter la catastrophe climatique et qui devons pour cela passer aux énergies renouvelables et à une économie durable et maîtriser la numérisation et l'intelligence artificielle. Quelle que soit l'évaluation du rapport entre les dangers et les opportunités de ces évolutions, la pression du temps augmente et la nécessité d'une action commune rapide s'accroît. Il devient impossible de continuer comme avant, une « grande transformation » semble inévitable.

Surmonter l'imbrication des ambitions de pouvoir politique, d'avec les intérêts de profit économique et des prétentions de domination culturelle, qui a déclenché tant de conflits et de guerres, et rendre les rapports sociaux modelables par les êtres humains, à l'aide d'une articulation fonctionnelle de la structure sociale, telle est l'idée

de transformation à laquelle notre revue est attachée depuis trois décennies. Nous voulons la poursuivre à l'avenir en tant qu'organe de la science sociale et de l'organisation anthroposophique, car nous sommes convaincus que la voix de la société est nécessaire. À cette occasion nous poursuivons la revendication de relier la scientificité et l'intervention sociale/sociétale : D'une part, nous mettons l'accent sur des articles fondés, étayés par des références ; d'autre part, chaque texte doit satisfaire aux exigences journalistiques d'une bonne lisibilité et d'une bonne compréhension.

S'oppose à cela le fait que la base financière de la revue est devenue de plus en plus fragile ces dernières années.

### La procédure de compensation des coûts

Depuis la naissance de l'initiative *Netzwerk Dreigliederung*, nous finançons les activités, dont font essentiellement partie la revue et les rencontres du réseau, par une procédure dite de compensation des coûts. De cette manière, tous ceux qui souhaitent contribuer financièrement à l'activité de notre initiative ont toujours réuni des fonds d'un ordre de grandeur qui a rendu notre travail possible. Nous en sommes extrêmement reconnaissants à tous les participants.

La procédure est décrite ici une nouvelle fois : Dans le dernier cahier d'une année, un budget annuel est publié pour l'année suivante. Sur la base de ce budget, chaque participant(e) calcule sa contribution individuelle à la compensation des coûts. Le budget annuel est structuré comme suit :

1. frais de matériel à prévoir pour la production du magazine (frais d'impression, d'envoi, etc.).
2. tous les autres frais attendus, notamment les frais liés aux parts d'honoraires et de salaires.

Le prix unitaire de la revue a été déterminé à partir des coûts matériels de la revue. L'idée est de faire participer tous les lecteurs aux frais matériels, tandis que les autres frais sont pris en charge par ceux qui souhaitent soutenir le travail de l'initiative au-delà de l'abonnement au magazine.

Ces dernières années, le tarif de référence pour l'abonnement à la revue était de 30 € par an, payés par 433 abonnés payants. Pour la compensation des autres frais, le montant de référence — pour 275 participants — était de 107 €.

### La situation actuelle

Or, l'année dernière, les recettes des bénéficiaires individuels ont massivement chuté. Seulement 3.000 € ont été enregistrés pour ce poste. Cela ne permet plus de financer les dépenses matérielles. D'un point de vue purement

mathématique, si l'on se base sur les coûts matériels, le numéro individuel devrait coûter 40 €, sans même tenir compte de l'augmentation des coûts d'impression.

Mais le nombre de ceux qui participent à la compensation des coûts a également diminué. Au lieu de la somme attendue de 29.000 €, 23.000 € ont été transférés. Nous avons été positivement surpris par le fait que presque tous ceux qui ont participé à la compensation des coûts l'année dernière ont transféré bien plus que la valeur indicative. Nous sommes vraiment très reconnaissants pour cette volonté extraordinaire de soutenir ce projet.

La cause de ce déficit de couverture est le vieillissement croissant du lectorat. Ainsi, beaucoup de désabonnements ont été reçus pour des raisons d'âge, peu pour des personnes qui ne sont pas d'accord avec l'orientation du contenu de la revue.

Il faut cependant noter qu'une grande partie des bénéficiaires n'a pas du tout réagi à notre appel à contribution, ni par un virement ni par une annulation, ce qui soulève des questions qui est difficile à classer pour nous.

Nous pourrions bien sûr ne plus envoyer la revue aux non-contributeurs et, dans de nombreux cas, nous le faisons. Mais cela a deux inconvénients. D'une part, nous voulons diffuser la revue et l'envoyons donc à de nombreuses institutions. L'arrêt de la livraison ne favorise guère la diffusion. D'autre part, la réduction du tirage n'entraîne pas une baisse linéaire des coûts, car les frais d'impression comprennent une part de coûts fixes avec les frais de machines et d'installation. Le moyen le plus efficace de réagir à court terme au manque de moyens financiers est en fait de réduire le nombre de parutions par an.

C'est la raison pour laquelle vous n'avez pas trouvé de numéro de la revue dans votre boîte aux lettres en décembre 2022. C'est pourquoi, comme d'habitude, l'appel à contribution n'a pas pu être publié en fin d'année.

### Le temps de la nouveauté

Des recettes en baisse et des attitudes peu claires vis-à-vis de la revue soulèvent des problèmes. Nous devons changer notre façon de penser, c'est clair. Le financement de la revue par le réseau — en tant que société interne — ne fonctionne plus dans une mesure suffisante. Parallèlement, il est difficile d'attirer des donateurs supplémentaires, comme des fondations, dans le cadre d'un financement de réseau pour une circulaire de réseau. De notre point de vue, il est plus facile d'y parvenir si l'édition est claire et si le cercle des lecteurs n'est pas limité aux personnes qui s'intéressent fortement à la *Dreigliederung* [ou « tripartition sociale », traduction insuffisante en français, *ndt*], mais s'adresse à tous les acteurs qui sont préoccupés par les situations problématiques esquissées ci-dessus. *Anthroposophische Aufklärung* [clarification ou recon-

*naissance anthroposophique, ndt]* — c'est ainsi que l'on pourrait qualifier le projet de la revue — ne s'adresse pas seulement au cercle du réseau, mais à tous ceux qui se sentent obligés de respecter le « *sapere aude* », *aie le courage de te servir de ton intelligence*.

Le comité directeur de l'*Institut für soziale Gegenwartsfragen* [Institut pour les questions sociales contemporaines] souhaite donc donner à la revue une base un peu différente et propose :

◆ Du point de vue juridique et organisationnel, la revue doit être placée entre les mains de l'Institut. Par le passé, la responsabilité de fait de la revue incombait déjà à l'Institut. Cela se reflète également dans le fait que l'Institut a comblé le déficit de financement pour l'année dernière avec ses propres moyens. Le fait que l'Institut soit officiellement l'éditeur de la revue offre de meilleures possibilités de financement par des fondations et d'autres donateurs qui ne sont pas familiers avec l'histoire de la revue. Sans financement externe, la revue ne pourra pas survivre.

◆ La structure du contenu doit être réorganisée et refléter plus clairement le travail de l'Institut dans la revue :

- Par quelque deux articles de science sociale par numéro,
- par environ deux articles de sciences sociales articles par numéro,
- par des articles de magazine et des débats d'actualité, dans lesquels les questions contemporaines sont discutées et commentées,
- par des interviews d'acteurs de la transformation, de sorte que les impulsions sociales entrent en dialogue avec des mouvements transformatifs,
- en publiant du matériel d'introduction et de formation, dans le cadre des parcours de formations et d'accompagnement produits par l'Institut qui sera produit.

◆ La mise en page de la revue doit être modernisée avec circonspection. Des projets seront présentés lors de la prochaine rencontre du réseau qui aura lieu du 21 au 23 avril à Bad Boll.

◆ La distribution d'exemplaires pdf par *Internet* doit être rendue possible. La présentation et la structure du site *Internet* doivent être modernisées.

◆ Il sera possible de s'abonner au magazine. Le prix de l'abonnement simple devrait s'élever à 40 € par an.

◆ Nous voulons proposer aux personnes pour qui l'existence d'une telle revue est importante de souscrire un abonnement de soutien. Les abonnés de soutien soutiennent la revue avec au moins 100 € par an et per-

mettent ainsi l'indépendance rédactionnelle du projet. Les mécènes forment un cercle de soutien avec lequel nous sommes en échange continu et discutons du développement futur de la revue. La procédure actuelle de compensation des coûts ne serait alors plus nécessaire et pourrait être arrêtée.

### L'état 2023

Pour que cet avenir devienne réalité, il faut toutefois passer l'année 2023 sur le plan financier. Vous recevez avec ce numéro sous la forme d'un cahier double : 4-22/1-23, plus volumineux que d'habitude. Outre ce double cahier, nous prévoyons encore deux autres numéros pour l'année en cours. C'est la conséquence de la baisse des recettes.

En ce qui concerne les dépenses, nous avons calculé plus précisément les coûts réels de production du magazine sur la base de l'expérience des dernières années et nous avons également tenu compte des augmentations de prix. Ce budget donne désormais une image plus réaliste.

Comme toujours, il ne s'agit que de taux indicatifs. Celui qui peut donner moins, donne moins. Celui qui peut donner plus, donne plus. En cas de déficit résiduel, il n'y a pas « d'obligation de verser des fonds supplémentaires » pour les participants à la compensation des coûts. Il ne peut être compensé que par des économies — ou par des donateurs externes.

Treuhandkonto Czesla  
 IBAN: DE 65 6005 0101 0001 1616 25  
 BIC: SOLADEST (BW Bank Stuttgart)  
 Verwendungszweck: „Kostenausgleich 2023“

Les lecteurs qui ne reçoivent que la revue : Nous vous prions de bien vouloir tenir compte de l'augmentation du prix de la circulaire pour 2023. Le prix de l'abonnement sera porté à 40 € (veuillez indiquer "Rundbrief 2023").

Lors de votre virement, veuillez veiller à attribuer clairement votre paiement à votre nom ou à votre institution, afin que nous puissions établir correctement l'attestation de compensation des coûts.

### Traitement fiscal

La participation aux frais n'est pas un don. En effet, le réseau n'est pas une association à but non lucratif, mais les personnes, entreprises et institutions qui y participent forment juridiquement une "société interne". Elle n'agit pas de manière indépendante vis-à-vis de l'extérieur, par exemple vis-à-vis de l'administration fiscale. Dans le cadre de la société interne, chaque associé peut assumer la responsabilité d'une contribution aux frais à fixer selon sa propre appréciation. Les contributions peuvent et doivent être déduites fiscalement en tant que frais professionnels ou dépenses d'exploitation par les personnes, les entreprises et les institutions pour lesquelles la participation au réseau est en rapport avec leur activité professionnelle.

### Initiative Netzwerk Dreigliederung — État 2023

	Recettes	4 cahiers / an	3cahiers / an
Contributions aux frais pour Sozialimpulse	3000,00 €		
Frais matériels (impression, frais de port, distribution)		16 000,00 €	12 000,00 €
Frais de bureau et d'administration		2 000,00 €	1 500,00 €
Frais de déplacement, de logement et de salle		1 000,00 €	1 000,00 €
Honoraires des auteurs		4 000,00 €	3 000,00€
Relecture et correction		6 000,00 €	4 500,00 €
Graphisme et composition		4 000,00 €	3 000,00 €
Vente et organisation de bureau		10 000,00 €	7 500 ,00 €
Redaktion		30 000,00 €	22 500,00 €
	<b>Ensemble</b>	<b>3000, 00 €</b>	<b>73 000,00 €</b>
<b>Déficit de couverture attendu</b>		<b>70 000,00 €</b>	<b>52 000,00 €</b>

Si la revue doit paraître comme prévu en 2023, il faut des recettes plus élevées : Si 500 abonnés participent à hauteur de 100 € à la procédure de compensation des coûts, nous pourrions presque combler le déficit de 52.000 €.